

Les subsides

deux kilomètres du bureau de poste auront le même service que ceux demeurant à l'intérieur du village.

Savez-vous ce que cela veut dire, madame la Présidente? Cela veut dire que si vous demeurez à deux kilomètres ou moins du bureau de poste, dorénavant vous allez marcher pour aller chercher le courrier. On ne le livre plus à la boîte aux lettres devant chez-vous. C'est ce que ça veut dire pour les gens des milieux ruraux de ma circonscription. Deux kilomètres pour une personne qui a 60, 70 ou 80 ans pour aller chercher le courrier une journée comme aujourd'hui, dans une tempête de neige, madame la Présidente, pensez-vous que c'est raisonnable d'essayer d'imposer cela à nos commettants?

Madame la Présidente, la Société canadienne des postes veut mettre ces superboîtes dans les régions rurales. Si on avait pensé les avoir dans les régions urbaines, maintenant on veut nous les donner dans les régions rurales. Imaginez-vous au coin de la troisième concession, madame la Présidente, une superboîte, à quatre kilomètres de nulle part, une superboîte sur le coin! Alors, les gens vont marcher pour s'y rendre et lorsqu'ils vont arriver là, ils vont voir un «banc de neige» d'un mètre de haut, pour ne pas dire trois pieds, devant la superboîte. Et la superboîte va être gelée au mois de janvier lorsqu'il fait 15 sous zéro. Cela est la situation potentielle à laquelle mes électeurs auront à faire face si le gouvernement ne met pas fin à cette politique de la Société canadienne des postes.

Vous savez, madame la Présidente, il y a un adage chez nous, dans ma circonscription. Mes commettants disent:

M. Prud'homme: «Tory times are hard times!»

M. Boudria: Oui, le député de Saint-Denis (M. Prud'homme) dit: «Tory times are hard times!» C'est vrai. On dit cela aussi, mais il y a un autre adage chez nous qui dit qu'un gouvernement qui est incapable de livrer le courrier ne mérite certainement pas d'être en poste. Si les gens d'en face, si les conservateurs ne sont pas capables de fournir le courrier aux électeurs de Glengarry—Prescott—Russell, comment peuvent-ils réclamer qu'ils ont le droit de gouverner? Comment peuvent-ils réclamer être assez compétents pour faire autre chose quand ils ne sont même pas capables de porter une enveloppe d'une maison à une autre dans notre pays?

Ce sont toutes des questions qui m'ont été posées. Ce sont tous des dossiers sur lesquels les citoyens de la circonscription électorale de Glengarry—Prescott—Russell veulent avoir des réponses, madame la Présidente. Et c'est bien beau pour les députés conservateurs d'en face de ridiculiser le fait qu'un député de l'Opposition a proposé cette motion aujourd'hui. Eux, ils prétendent que la motion n'est pas nécessaire. Mais moi, je vous dis que les citoyens de ma circonscription et ceux de toutes les autres circonscriptions électorales dans le Canada veulent avoir des réponses à savoir: Est-ce que ce gouvernement-là est assez compétent pour nous livrer le courrier? Oui ou non?

[Traduction]

Les Canadiens veulent savoir comment ils peuvent compter sur le gouvernement actuel pour autre chose s'il ne peut même pas livrer le courrier de façon satisfaisante. Comment peut-il prétendre être assez compétent pour diriger le Canada s'il ne peut même pas exploiter la Société canadienne des postes? Nous n'avons pas encore obtenu de réponse à cette question.

Nous n'en obtiendrons certes pas dans les discours dactylographiés à triple espace sur feuillets de 8,5 sur 11 qu'ont fait certains ministériels. Nous obtiendrons des réponses en tenant un débat et en écoutant ce que réclament les électeurs dans chaque circonscription d'un bout à l'autre du Canada. En terminant, j'invite les ministériels à exiger des comptes du gouvernement. Cette tâche ne revient pas uniquement à l'opposition. Cela revient au Parlement du pays. Il est temps que les deux centaines de conservateurs silencieux de l'arrière-ban se mettent à défendre les gens qui les ont envoyés ici, et disent au gouvernement: «Nous en avons assez. Livrez le courrier. C'est pour cela que vous avez été élus».

• (1720)

M. Malone: Madame la Présidente, je n'ai jamais entendu proférer autant d'insanités de toute ma vie. Je tiens à demander au député de Glengarry—Prescott—Russell (M. Boudria) ce qui lui permet de prétendre que les députés conservateurs ne demandent pas de comptes au gouvernement, lui qui appartient à un parti politique qui, lorsqu'il était au pouvoir il y a à peine deux ans et demi, avait une dette postale proche du milliard. Son parti se fichait pas mal de savoir si la dette augmentait ou pas. Il n'avait pas d'égards pour la dette nationale. Il assurait un service plus mauvais que celui que nous avons maintenant. Cela n'empêche pas le député de donner à entendre que rien n'a changé, qu'il n'y a pas eu de changement d'orientation, alors qu'en vérité le service ne changera pas tant que nous n'aurons pas complètement repris en main la dette. Le service est certainement meilleur maintenant que lorsque son parti était au pouvoir. Comment le député peut-il prétendre prononcer un discours qui ait une véracité historique lorsqu'il déforme les faits à sa convenance?

M. Boudria: Madame la Présidente, si cela ne plaît pas au député, il peut bien faire ce qu'il veut, c'est le cadet de mes soucis. Les résidents de Glengarry—Prescott—Russell m'ont envoyé pour parler en leur nom, ce que je ferai aussi longtemps que je serai ici, que cela plaise ou non au député d'en face.

Quant à la qualité du service, je ne pense pas qu'une seule personne dans ma circonscription, ou dans la vôtre, madame la Présidente, ou dans n'importe quelle autre, ne pense que le service de la Société canadienne des postes s'est amélioré depuis que les conservateurs sont au pouvoir. Si cette personne existe, j'aimerais vraiment la rencontrer.

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Madame la Présidente, j'apprécie l'occasion qui m'est offerte de dire quelques mots au sujet des questions soulevées par le député de Glengarry—Prescott—Russell (M. Boudria), et notamment à propos du service postal en zone rurale. Vendredi, j'ai eu le plaisir de me rendre dans plusieurs secteurs ruraux de ma circonscription avec mon ami le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Keeper), pour parler aux électeurs du service postal en zone rurale. Dans une localité d'environ 340 ménages qui est desservie actuellement par un petit bureau de poste et qui bénéficie d'une distribution du courrier rurale, j'ai découvert à 14 h 30 vendredi après-midi, à une réunion qui avait été convoquée avec un préavis d'environ trois ou quatre jours, que 42 personnes présentes étaient prêtes à exprimer leurs inquiétudes au sujet du service postal rural. A une réunion ce soir-là à Kakabeka Falls, convoquée avec encore moins de préavis, nous